

5 juin 1999, Québec

Allocution à l'occasion de la Journée de réflexion sur la souveraineté

Chères militantes, chers militants,

Ce matin, Bernard Landry vient d'en faire état, nous avons fait un tour d'horizon des préparatifs, en cours et à venir, pour la souveraineté du Québec. Dans moins d'un an, le congrès de notre parti sera un moment clé dans ce parcours vers la souveraineté. Cet automne, les congrès locaux puis régionaux doivent servir à nous préparer pour ce congrès, mais aussi à mobiliser autour de nous, à convaincre nos concitoyennes et nos concitoyens de la nécessité de la souveraineté.

Ce travail, il commence avec nous, dans cette salle. Le Parti Québécois, ses militants, sont aux premières lignes de ce combat. Nous constituons en quelque sorte le premier cercle autour duquel, ensuite, s'ordonne la grande coalition souverainiste. Cela nous impose un devoir : celui d'être contagieux. Dans l'année qui vient, nous devons faire la démonstration de cette capacité d'être contagieux. La campagne de financement en cours va déboucher bientôt sur sa deuxième phase, le financement du Fonds de la souveraineté. Ce financement doit être lui aussi un grand succès car il doit nous donner les moyens de mieux disséminer nos idées. La campagne doit se doubler aussi d'un effort accru pour le renouvellement et le recrutement de membres. Et on nous indiquait au caucus de mardi dernier que des associations de comté, qui font le tour des sympathisants pointés lors de la dernière campagne électorale pour les inviter à devenir membres, obtiennent un taux de réponses positives inégalé. L'équation est simple : plus nous sommes nombreux, plus nous sommes contagieux.

Mais alors que nous devons faire, par notre financement, par notre action, par un nouvel effort d'animation politique, la démonstration de notre dynamisme, nos adversaires ont décidé d'ouvrir un nouveau front. Ils ont décidé de faire le procès du modèle québécois. Qu'est-ce que ça veut dire? Et j'aimerais vous en parler un peu aujourd'hui d'autant plus que l'affaire a été évoquée ce matin durant les échanges. D'abord pour dire que nous sommes d'accord avec tous ceux qui pensent, écrivent et disent qu'il faut moderniser ce qu'on appelle le modèle québécois. Nous sommes d'autant plus d'accord que c'est ce que nous avons fait, sans relâche, depuis notre élection de 1994. D'autant plus d'accord que nous comptons, au cours des années qui viennent, continuer de moderniser notre modèle, de l'adapter aux nouvelles réalités locales et mondiales, de le rendre plus performant. Et, dans ce labeur essentiel, nous sommes ouverts bien sûr à toutes les suggestions qui seraient constructives. Samedi dernier, cependant, Monsieur Charest s'est improvisé chef d'orchestre du concert anti-modèle québécois et il a décidé d'en faire le grand thème de l'action de son parti. Je me suis dit : « C'est bizarre, il me semble qu'on a déjà entendu cette ritournelle, quelque part. » J'ai le vague souvenir que, l'automne dernier, il y a eu une campagne électorale que Monsieur Charest a voulu faire précisément sur ce thème. Et j'ai le vague souvenir qu'il a dû changer de programme en plein milieu de campagne tellement ses promesses de rupture avec le modèle québécois étaient rejetées par les femmes et les hommes du Québec.

Il ne faut pas être dupe. Monsieur Charest ne ramène pas ce refrain pour préparer son élection, il le ramène pour préparer le référendum. Lui et ses amis fédéralistes se disent : si

on peut susciter suffisamment de doute sur le modèle québécois, si on peut l'égratigner, le rapetisser, le noircir, cela aura un impact direct sur le vote souverainiste. Si les fédéralistes peuvent convaincre les Québécois d'avoir honte de leur modèle, c'est certain qu'ils ne voudront pas se donner tout un État. On se rend bien compte qu'il y a derrière cette offensive une volonté politique. Celle de faire reculer l'idée que les Québécois forment un peuple distinct, original, qui a le droit à la différence. En s'attaquant à ce qui nous distingue, en posant la prémisse que ce qui est différent est mauvais nécessairement, il prépare le terrain du grand moule de l'uniformité canadienne. Il avance les pions du Québec province comme les autres. Il fait le travail des tenants de l'union sociale et du rouleau compresseur canadien.

Plusieurs d'entre vous l'ont esquissé durant la discussion de ce matin. La raison pour laquelle il y a, ici, un modèle, elle est bien simple. C'est parce qu'il y a, ici, un peuple francophone. C'est parce que notre identité, forgée par l'histoire et la culture, n'est pas la même que chez nos voisins. C'est parce que, sans être meilleurs ou pires, nous faisons les choses différemment, justement parce que nous sommes différents. La bataille enclenchée contre le modèle québécois, c'est une bataille contre l'identité québécoise. Une offensive pour nous convaincre de dissoudre notre identité dans le grand bain canadien. Pourquoi pensez-vous que le Canada a toujours refusé d'inscrire dans ses lois fondamentales l'existence du peuple québécois? Pourquoi pensez-vous qu'avec la Constitution de 1982, puis l'Union sociale, Ottawa cherche à imposer des programmes mur à mur, d'un océan à l'autre? C'est pour limer nos différences, affaiblir ce qui nous distingue, vider de son sens notre identité et notre originalité. Le combat de la souveraineté lui-même ne se comprend et ne se conçoit que sur le socle de l'identité québécoise. Notre programme souverainiste peut être ou ne pas être enrichi d'un projet de société, de calculs savants sur les profits et les pertes, l'actif et le passif.

Mais au fond, c'est essentiellement une question d'identité. Voulons-nous être maîtres chez nous, ou minoritaires dans le pays de nos voisins? Toute la question est là. Elle se pose avec une acuité qui grandit, de décennie en décennie, alors que notre poids démographique et politique s'amenuise dans un pays qui ne nous écoute déjà plus et qui ne nous entend déjà plus. Les fédéralistes savent très bien que le ressort essentiel du combat québécois, c'est l'identité québécoise. Ils s'attaquent donc à sa manifestation concrète, quotidienne : le modèle québécois. Et ils font des listes de tout ce qui, selon eux, va mal au Québec. Et ils disent que le Québec est le pire de ceci, le dernier de cela. C'est réellement un « hit parade », parce que ça frappe, justement. Et ce qui est étrange, c'est que pas une once d'énergie n'est dépensée à s'interroger sur le modèle canadien. Pourquoi le fardeau fiscal fédéral est-il tellement plus élevé que celui des États-Unis? Nous, au Québec, nous nous sommes engagés à réduire nos impôts, mais pas le gouvernement fédéral, qui pourtant nage dans les surplus. Ça n'intéresse pas Monsieur Charest. Pourquoi y a-t-il plus de dépenses publiques à Ottawa qu'à Washington? Pourquoi y a-t-il un ministère de la Santé à Ottawa alors que la médecine et les hôpitaux sont de la compétence des provinces? Le modèle canadien est à l'abri de la critique. C'est louche.

Mes amis, nos adversaires ont choisi un bien mauvais moment pour critiquer le modèle québécois. Un bien mauvais moment. Car il est en train de donner ses meilleurs fruits. Nous ne le dirons jamais assez : l'économie du Québec a pris un retard considérable sur ses voisins au cours de la décennie. Pendant que nos voisins réduisaient leur déficit, les libéraux au pouvoir à Québec battaient des records de déficit. Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous

avons dû corriger cette erreur. Pendant que nous réduisons notre déficit, nos voisins – plus avancés ou moins endettés que nous – ont commencé à réduire leur fardeau fiscal. Mais c'est ce que nous sommes maintenant en train de faire. Le problème de l'économie québécoise dans les années 90, ce n'est pas le modèle québécois, c'est que le Québec a eu le malheur d'avoir un gouvernement libéral. Comme le disait Bernard plus tôt cette semaine à l'Assemblée nationale, on a beau avoir le plus beau modèle de voiture, si on en confie la conduite à un chauffard, on va la retrouver dans le fossé.

Mais malgré ce handicap, et grâce à notre action, nous sommes en train d'effectuer un remarquable rattrapage. Et, pour rattraper, il faut faire mieux que nos voisins. Le critère final et absolu dans ce domaine, c'est la croissance économique. L'an dernier, au Québec, pour la première fois depuis dix ans, elle était presque identique à celle du Canada tout entier. Cette année et l'an prochain, selon le Mouvement Desjardins ou la Banque CIBC, la croissance du Québec sera égale ou supérieure à celle du Canada, une première en treize ans. Selon Desjardins, depuis le début de l'année actuelle, l'économie québécoise performe mieux que celle du Canada en son entier. Ce sont des données brutes. Si on tient compte de la démographie, si on calcule la croissance par habitant, donc l'enrichissement réel des Québécoises et des Québécois, la croissance québécoise dépasse alors, pour toutes ces années, la croissance canadienne. Le modèle québécois performe mieux que le modèle canadien. Et les signes précurseurs de la croissance sont tous au rendez-vous. Les investissements privés ont augmenté plus rapidement au Québec que dans le reste du Canada en 1996, quatre fois plus rapidement en 1998, et continuent d'excéder très largement le Canada cette année. Selon Desjardins, ce sera la même chose l'an prochain.

C'est la première fois en près de dix ans qu'on constate un tel phénomène. La confiance des consommateurs québécois, depuis le début de l'année, est supérieure à celle des Canadiens anglais. Ainsi, pour la première fois en dix ans, les PME du Québec sont plus optimistes pour leur avenir économique que leurs collègues du Canada anglais. Les prévisions des entreprises québécoises, petites et grandes, quant à leurs ventes, sont plus optimistes que celles des entreprises canadiennes. Même le Globe and Mail, qui félicitait l'an dernier Jean Charest de vouloir démanteler Québec inc., a dû admettre dans ses deux derniers relevés que le Québec figurait premier ou troisième parmi toutes les provinces pour sa progression économique. On nous dit : « Oui, mais le chômage? » Il y a plus de chômage au Québec qu'au Canada. C'est vrai. On nous dit : « C'est la faute de l'État providence des années 60. » Ça c'est bizarre, parce qu'il y avait plus de chômage au Québec qu'au Canada dans le temps de Duplessis. Je ne pense pas qu'on doive blâmer Jean Lesage pour le chômage des années 50.

Cela dit, toute notre action est ciblée sur une réduction du chômage, notamment depuis le Sommet sur l'économie et l'emploi de Montréal. Et depuis le Sommet, le chômage au Canada anglais a reculé de 1,6 %, ce qui est très bien. Au Québec, il a reculé de 2,7%, ce qui est encore mieux. En termes de proportion d'emplois créés au Québec par rapport à la moyenne canadienne, notre dernier mandat a été le meilleur des 15 dernières années. L'an dernier, meilleure création d'emplois chez les jeunes des 25 dernières années. Depuis janvier, le taux d'emploi est à son plus haut niveau en dix ans. Alors vous pouvez constater comme moi que ça va très mal – pour ceux qui veulent démanteler le modèle québécois. Tous les indices le démontrent, maintenant que nous sommes sortis du borbier dans lequel

les libéraux nous avaient enfoncés, nous sommes en voie de rattrapage accéléré. Alors on nous dit : oui, mais il faut se débarrasser des instruments de la Révolution tranquille.

Lesquels? La SGF, bien sûr, la bête noire de Jean Charest. Mais c'est bizarre, parce que l'an dernier, l'argent investi par les Québécois dans la SGF nous a valu un rendement de 8 %, en plus d'investissements de près de 400 000 000 \$ et de la création de 4 200 emplois. De quelque côté qu'on l'observe, c'est une excellente affaire. Hydro-Québec. Jean Charest dit qu'on pourrait peut-être en privatiser un petit bout. Au fond c'est une société d'État qui offre aux Québécois et aux entreprises les tarifs d'électricité parmi les plus bas en Amérique du Nord et dans le monde, ce qui donne un avantage comparatif à nos industries et à notre coût de vie. Il s'agit d'une société d'État qui a gelé ses tarifs pour les trois prochaines années. Il s'agit d'une société d'État qui prévoit verser dans les coffres de l'État près de 1 000 000 000 \$ par année au cours de la prochaine décennie, ce qui nous permettra, au choix, de baisser les impôts ou de financer des programmes sociaux, et les deux probablement.

Pour Monsieur Charest, c'est évident qu'il faut songer à s'en débarrasser. Pas pour nous. La Caisse de dépôt. Là, silence. Ce serait mal vu de proposer de s'en départir, puisqu'Ottawa, avec 40 ans de retard, vient de décider d'en fonder une. Investissement-Québec, l'outil que nous venons de nous donner pour attirer les investisseurs étrangers au Québec, voilà une bonne cible pour les démantelateurs du modèle québécois. Je pense que Monsieur Charest a dû résilier son abonnement au magazine Site Selectors. C'est le magazine de la plus importante association internationale qui conseille les investisseurs sur les choix de localisation de leurs entreprises. Dans son numéro du mois dernier, le magazine a classé Investissement-Québec parmi les dix meilleures agences de développement économique en Amérique. Alors, Monsieur Charest, je pense qu'on va le garder, Investissement-Québec.

On ne peut pas jeter un coup d'œil sur ces résultats, et sur ce qui se prépare en termes de croissance économique, sans nous rappeler qu'il y a à la barre des finances et de l'économie du Québec un homme formidable qui s'appelle Bernard Landry. Le modèle québécois, c'est aussi l'importance qu'on a accordé ces dernières années à la recherche et au développement. On y a beaucoup investi. Avec quel résultat? Un détail : notre peuple de 7 000 000 de personnes fait maintenant partie des dix premières nations au monde, il y en a des centaines, en aéronautique, en matériel roulant, en pharmaceutique, en biotechnologie, en ingénierie, en technologies de l'information, en multimédia. Monsieur Charest, on va continuer. Je vais vous dire une chose, le Québec prend une place démesurée par rapport à son importance démographique dans le domaine du combat pour la diversité culturelle et dans le domaine des exportations. Je peux vous dire qu'un des grands plaisirs de ma fonction, c'est de me lever devant des aéroplanes de décideurs économiques, sociaux et culturels dans tous les pays où nous allons – et nous voyageons pas mal, comme vous le savez -, et je suis toujours très très fier, entouré de gens du Québec qui sont avec moi, des décideurs qui ne sont pas toujours des souverainistes, mais je suis très fier quand on se lève tous debout et qu'on explique le Québec d'aujourd'hui. On rappelle à ces gens-là ce qu'on est en train de faire au Québec, qu'on est le 10e dans tous ces domaines dans le monde que je viens de mentionner, même au point de vue de l'aérospatial, le sixième. J'ai des statistiques que je reprends, que je raffine continuellement, que j'ajuste avec les résultats que nous obtenons.

Le Québec est en train d'être perçu pour ce qu'il est de plus en plus : une société moderne, un peuple dynamique, des gens qui savent où ils vont et qui seront des partenaires très positifs et très fructueux pour tous ceux avec qui ils feront des affaires dans l'avenir. Des gens ouverts sur le monde aussi. Vous savez, on rencontre des groupes d'éditorialistes de tous les grands journaux du monde, où qu'on aille dans le monde, on s'assoit avec eux pendant une heure, une heure et demie, on répond à leurs questions, et on sait très bien – et je le sens très bien – que souvent il y en a d'autres qui sont passés avant nous. Il s'agit de voir les questions en particulier. Quand je leur explique, par exemple, qu'au-delà de 55 % de ce que nous produisons au Québec est exporté en dehors de nos frontières, les gens ouvrent les yeux.

Quand je leur donne des statistiques, on a mis au point un document de présentation audiovisuel remarquable, j'aimerais avoir la chance un jour de vous le présenter ce document là, ça prend environ une demi-heure, je vous le dis, on a mis un logiciel au point qui fait en sorte que, par exemple, j'énumère ce que l'on fait et, en même temps que je parle, il y a des tableaux très dynamiques qui me suivent et qui expliquent. Je vous assure, pour les gens ça leur paraît seulement 10 minutes, même si c'est un peu long parfois, même si ça pourrait être aride autrement, et ça fait pas loin de 8 à 10 fois qu'on le fait, puis je vous assure qu'on est en train de redresser l'image du Québec uniquement en transposant la réalité du Québec. Alors il faut continuer de le faire, il faut le faire dans l'économie, dans la technologie, dans le domaine social. Quand j'explique ce qu'on a fait, par exemple en termes de dosage, de redressement de l'économie, des finances publiques, en même temps que nous avons progressé socialement, je leur explique la politique familiale, je leur explique le fonds de lutte contre la pauvreté, je leur explique l'engagement de l'appauvrissement zéro, vous savez les gens ouvrent les yeux et découvrent des gens qui seront des partenaires pour l'avenir. Pas une société qui est fermée, au contraire, des gens ouverts.

Aujourd'hui, tous sont devenus des grands chantres du libre-échange, à commencer par Jean Chrétien et des fédéraux qui l'entourent, des diplomates canadiens qui se promènent partout puis vantent les vertus du libre-échange, et moi je vous rappelle, quand on me pose des questions, et je ne cours pas après ces affaires-là, je rappelle que le Québec a été celui qui a imposé le libre-échange au Canada. Que Jean Chrétien et les libéraux se sont battus terriblement contre nous autres là-dessus. Ça je le rappelle. Je vous le dis honnêtement, si vous saviez à quel point je reviens de là avec une grande fierté d'être Québécois. Parce que la fierté qu'on éprouve d'être Québécois, maintenant on la voit de plus en plus s'allumer dans les yeux des gens qui nous écoutent à l'étranger quand on leur explique ce que l'on est et ce que l'on veut faire. Je vous assure que les paranoïas de la souveraineté, on ne les retrouve pas. Ils se posent des questions par curiosité, par intérêt, les gens veulent savoir ce que cela veut dire pour eux. On leur explique que nous sommes démocratiques, qu'on fait ça avec des référendums où 94 % des gens vont voter et que c'est pacifique, qu'on a eu justement un référendum de 94 % de participation où il n'y a eu aucun incident de violence.

Il ne faut pas se laisser décourager – Louise a raison – par les entraves que le fédéral nous jette dans les pattes. C'est parfois difficile, ça fait de la peine aussi. Parfois on a de la peine de se retrouver à l'étranger puis de voir que nos concitoyens et concitoyennes à qui nous payons des impôts ne travaillent pas pour nous. L'incident du Mexique, je vous assure, j'ai trouvé ça – je dis le mot – mesquin. Les gens qui sont ici du gouvernement le savent, on aurait pas réagi aussi vigoureusement si le refus de transmettre l'invitation ne s'était pas accompagné d'une lettre formelle du sous-ministre en titre des Affaires extérieures à Ottawa

au ministère des Affaires internationales du Québec pour l'informer que la politique du gouvernement fédéral était et serait de ne transmettre aucune invitation, aucune demande d'entrevue du premier ministre du Québec avec le chef d'État du Mexique. Quand on prépare ces réunions et qu'on part avec 200 personnes, qu'on veut aller faire des affaires, on ne veut pas aller faire des controverses et on fait attention de ne pas embarrasser les gens. Et normalement, on n'aurait pas réagi publiquement. Mais quand on a vu cette lettre, on a vu qu'il y avait là l'affirmation d'une politique irréductible d'Ottawa, qu'on créait un précédent, qu'on nous enfermerait dans ce précédent pour l'avenir, on ne pouvait pas ne pas réagir.

Nous l'avons fait et j'en suis très content, et vous avez vu, avec l'appui de l'opinion publique, non pas seulement au Québec mais ailleurs et en particulier au Mexique. Quant à la culture, la culture au Québec, elle n'est pas « arrêtable ». Ils ont beau se mettre pas mal de diplomates à Ottawa, ils ont beau faire des comités aux Affaires extérieures, ils n'empêcheront pas la culture du Québec d'éclater partout, tellement elle est vivante, tellement elle est omniprésente. Je vous rappelle que les Américains aiment bien les chiffres qui parlent, et actuellement il y a à Las Vegas le nouveau spectacle « O » du Cirque du Soleil. Ils ont construit un théâtre permanent de 10 000 000 \$ juste pour eux. Et puis il avait ce magazine américain, Variety, qui recensait les grands spectacles dans le monde et, consultant les résultats obtenus par le spectacle du Cirque du Soleil à Las Vegas, disait que c'est le spectacle qui a remporté les plus grosses recettes actuellement dans le monde des spectacles de ce genre.

Quand j'y vais, je rencontre les fondateurs, et en particulier ce monsieur qui s'est présenté devant René Lévesque il y a de cela maintenant 25 ans et qui s'était vu refuser sa subvention. Monsieur Latourelle s'était vu refuser une subvention, il avait rempli des formules et avait soumis ça dans la machine, et ça avait été non. C'était un gars de Baie-St-Paul qui avait une queue de cheval. Autrement dit, c'était un gars un peu « flyé ». Il s'est rappelé qu'il y avait un gars un peu flyé, premier ministre du Québec à l'époque. Il est allé voir monsieur Lévesque et ils se sont reconnus tous les deux tout de suite et monsieur Lévesque a dit oui. Il a dit oui à une pas si grosse subvention – 10 000 \$ -, imaginez. C'est un cas et, vous le savez, il y en a d'autres, vous le savez, dans le cinéma, dans la littérature, dans le spectacle, la chanson, la musique contemporaine où on est très présents. Ce petit groupe musical à Montréal qui vivotte, que j'ai rencontré il y a quelques jours, mais qui est très présent dans le monde et qui est reconnu comme meilleur orchestre du genre dans le monde. Et ça c'est partout, le théâtre à Montréal c'est extraordinaire. Je suis allé voir, il y a deux semaines, La mort du commis voyageur avec la troupe Jean-Duceppe, Michel Dumont et les autres. Je pense qu'il n'y a pas d'acteurs américains qui peuvent jouer aussi bien une pièce si essentiellement américaine, parce qu'ils y mettent une passion qui n'est pas nord-américaine mais qui est québécoise et qui se marie tellement bien, je n'ai jamais vu cette pièce là aussi bien jouée – parce comme je suis un gars de Jonquière et que ce sont mes références et que je connais plein de commis voyageurs à Jonquière de ce même genre là, je ne peux pas les nommer mais j'en connaît plusieurs.

On est Nord-Américains, les gens se rendent bien compte maintenant – et nous aussi on s'en rend compte – qu'on est des Nord-Américains, qu'on n'est pas des Européens, qu'on n'est pas des Français, et puis qu'on est de plus en plus fiers de s'affirmer tels que l'on est avec nos amis Français avec lesquels on partage la grande culture de la langue française et en même temps des Nord-Américains, on a fait un mélange de nous autres qui est très réussi. Il y a un métissage ici qui marche très fort et il y a un bouillonnement d'idées, et maintenant

notre défi, ce qu'on réussit au plan économique, ce qu'on réussit au plan de l'exportation, ce que l'on réussit au plan de la culture, il faut que ça se transpose sur le plan politique. C'est ça qu'il faut faire maintenant. Tantôt je vous ai dit que j'aimais ça faire des discours pour réciter les statistiques de nos succès économiques, et je sais que Bernard aime beaucoup faire la même chose, Pauline aime faire ce genre de discours là, Jacques Brassard, Jacques Léonard, aiment tous cela. Mais on a hâte de faire des discours référendaires. Je peux vous le dire.

On a hâte de parler de ce que c'est le Québec, de là où il doit aller et de la nécessité dans laquelle nous nous trouvons d'aller au bout de nous-mêmes. C'est ça la question qu'il faut résoudre. Il faut que les Québécoises et les Québécois soient convaincus, dans les plus brefs délais qu'il soit possible, d'aller au bout d'eux-mêmes. Parce qu'on est capables d'aller très loin, d'aller aussi loin, on le voit, pourquoi on ne serait pas capables de gérer nos propres affaires. Il faudra rappeler constamment à nos amis, à nos concitoyens et concitoyennes, qu'il n'y a aucune raison justifiable pour laquelle il faut envoyer 30 000 000 000 \$ d'impôts par année à Ottawa pour se faire gérer par d'autres, je ne dirais pas forcément contre nous, je ne dirais pas de façon maléfique, mais qui les gèrent en fonction de leurs propres intérêts à partir d'un Parlement où on est une minorité. Alors c'est très important que nous puissions rapidement entreprendre ce grand débat où nous nous placerons en face de nous-mêmes, nous nous parlerons entre nous, et où chacun et chacune se parlera à soi-même.

Moi j'ai bien hâte, j'aime ça parler du déficit, sauf que lorsqu'on a réussi, il faut passer à autre chose. Nous avons des étapes à franchir du côté de la réduction du fardeau fiscal, et je suis convaincu qu'il faut y mettre la même détermination que nous avons mise à l'élimination du déficit. On ne peut pas continuer d'avoir le même fardeau fiscal, ce n'est pas bon pour les jeunes, ce n'est pas bon pour les autres, ce n'est pas bon pour personne. Il faut qu'il y ait plus d'argent qui soit recyclé dans le secteur privé. Il faut donner une chance au monde. La classe moyenne, il faut lui donner un peu de chances. Les gens qui se considèrent comme membres de la classe moyenne – et ça vient vite dans les niveaux de revenu, la classe moyenne -, ils en portent épais sur leurs épaules. Ils veulent, avec raison, qu'on maintienne les engagements sociaux, qu'on maintienne nos efforts économiques, et – c'est un prérequis – on ne va jamais compromettre ces engagements qui sont les nôtres.

Mais il y a moyen de rationaliser encore le fonctionnement de l'État et il y a moyen d'utiliser les marges de manœuvre qui commencent à se créer grâce à la rigueur de notre gestion, pour diminuer le fardeau fiscal. Mais le vrai rendez-vous de notre parti, le vrai rendez-vous de notre gouvernement, ce pourquoi on se prépare si péniblement, si difficilement, avec parfois des doutes bien sûr, avec des impatiences qu'on voit poindre mais qu'on doit supporter correctement, tout cela nous prépare au grand débat référendaire que je souhaite faire dans les conditions que vous connaissez, dans les conditions qui vont nous permettre de le gagner, ce débat référendaire. Ces jours-ci à l'Assemblée nationale, on se fait assez régulièrement demander : « Quand allez-vous baisser les impôts? » On voit les libéraux se lever, déchirer leur chemise, se surprendre de voir le niveau des impôts et puis nous demander des engagements précis, des dates, des montants et quand est-ce qu'on va les réduire. D'abord on leur dit qu'on a commencé à les réduire, mais il n'y a pas d'association à faire entre ce que je viens d'appeler le modèle québécois, qui est un modèle identitaire, et le niveau de nos impôts. Comme ce n'était pas le modèle québécois d'avoir des déficits records. Ça c'est le modèle libéral. Ne pas confondre avec le modèle libéral.

Écoutez, c'est sérieux ce qu'on vous dit. Le modèle des gens qui ont augmenté de 1 000 000 000 \$ le niveau d'impôt du Québec durant leur dernier mandat. Il faut le dire et le répéter. Ces gens-là qui font semblant de s'indigner du niveau d'impôt, nous on l'a réduit le niveau d'impôt, déjà, et on a réussi à éliminer le déficit un an avant le temps. Ces gens-là qui font semblant de s'indigner, ce sont ceux qui ont eu le front d'augmenter de 10 000 000 000 \$ le niveau des impôts en même temps qu'ils nous calaient un déficit de 6 000 000 000 \$. En fait, c'est correct qu'ils parlent, c'est l'opposition, ils jouent leur rôle, mais leur crédibilité est nulle, n'est-ce pas, dans ce domaine? On nous dit : « Oui, mais il y a trop d'employés de l'État ». Et les gens font des calculs, nous comparent à nos voisins. C'est vrai que dans les autres provinces, il n'y a pas de fonctionnaires pour distribuer des bourses aux étudiants. Parce qu'il n'y a pas de bourses aux étudiants. Pas besoin de fonctionnaires pour faire cela. Est-ce que c'est ce que Monsieur Charest propose? Ailleurs au Canada, il n'y a pas de ministère pour gérer le programme des garderies à 5 \$, parce qu'il n'y a pas de garderies à 5 \$. Le Québec est, à cet égard, le plus généreux en Amérique du Nord. C'est un choix que nous avons fait.

On n'est pas fous, on le sait quand on crée des programmes sociaux. Par exemple la politique des programmes sociaux, par exemple la politique familiale en plein cœur du combat contre le déficit. On le savait que cela serait dur et on savait que ça coûterait des centaines de millions de dollars de plus, on le savait que cela pèserait très lourd sur l'effort d'assainissement public, mais on l'a fait quand même parce qu'il y a des engagements qui sont des préalables, l'engagement social en est un et on va le maintenir. Ailleurs, il n'y a pas de fonctionnaires pour gérer l'assurance-médicaments, parce qu'il n'y a pas d'assurance-médicaments. Ailleurs, il n'y a pas d'équivalent de ce régime dont l'Association des Pharmaciens, bon, ils l'ont critiqué et il est perfectible, c'est vrai on le sait, a dit encore la semaine dernière que c'est un des meilleurs au monde – parlant de ce régime. Ailleurs, ils n'ont pas de fonctionnaires pour s'occuper d'équité salariale dans le secteur privé, puisqu'ils n'ont pas de loi pour s'assurer de cette équité. Ils n'ont pas de fonctionnaires non plus pour défendre la langue française. Mais là-dessus, Monsieur Charest s'est déjà exprimé, il voudrait qu'on mette à la porte les employés du Québec qui s'occupent de la langue française.

J'aimerais signaler aussi au chef de l'opposition qu'il n'y a nulle part dans le monde de fonctionnaires qui s'occupent de faire appliquer une législation contre les clauses orphelins car, là aussi, le Québec innove. Hier, Diane Lemieux a déposé à l'Assemblée nationale notre projet de loi contre les clauses orphelins : un signal clair que, dans le modèle québécois, nous croyons à la justice intergénérationnelle. Tout le monde ne sera pas heureux, je le sais. Je sais que les patrons sont inquiets, je sais que d'autres trouveront que c'est perfectible. Je peux vous dire que, d'abord, nous sommes très fiers d'avoir rempli un engagement électoral que nous avons contracté. Je voudrais que les gens se rendent compte, de plus en plus, que l'une des marques de commerce du Parti Québécois, c'est : quand on prend un engagement électoral, on le remplit. Alors on a pris un engagement électoral, ça prenait un certain courage pour un gouvernement d'être le premier à déposer ce projet de loi, et je voudrais remercier Diane Lemieux qui fait un très beau travail. C'est une jeune ministre qui fait un magnifique travail. Nous sommes bien conscients que c'est quelque chose de très compliqué et que cela va avoir des impacts de toute nature. Il faut donc analyser tout cela avec sérieux, et il va y avoir un grand débat qui va être lancé à l'occasion de la commission parlementaire qui aura lieu, et tout le monde va être invité, les gens pourront discuter. Ce qu'il y a dans le projet de loi, c'est perfectible, et toutes les propositions seront prises en

considération pour faire en sorte d'atteindre un équilibre qui sera un plus pour l'économie du Québec en même temps que pour la justice intergénérationnelle.

Est-ce que l'État québécois peut être plus performant, plus efficace qu'aujourd'hui? Bien sûr. Et j'ai annoncé dans le discours inaugural que Jacques Léonard allait procéder à une importante réforme de la fonction publique, pour axer son travail sur les résultats plutôt que sur les processus. Il déposera la semaine prochaine un document d'orientation à ce sujet. Cette réforme s'inscrit en droite ligne dans les suggestions de Gérald Larose pour rendre moins normé et moins bureaucratique le fonctionnement de l'État. Puis il y a la concertation, locale et nationale, que l'État soutient, organise, finance. Peut-être que Monsieur Charest pense à s'en débarrasser? Je lui rétorquerais simplement que, selon des chiffres à ce jour, cette culture de la concertation a fait en sorte que, depuis 1995, il y a eu huit fois moins de jours perdus pour des conflits de travail au Québec qu'en Ontario. Huit fois moins. Imaginez l'économie réalisée, non seulement en production de biens et de services, mais l'économie de tension sociale, de privations familiales, de stress de toutes sortes.

Au-delà des discussions constructives que nous voulons avoir sur la modernisation de notre modèle, il faut être très conscients des arrière-pensées de nos adversaires. Les fédéralistes voient bien que lorsque la concertation québécoise s'organise, il y a un problème d'arrimage avec le reste du Canada. Ils voient bien que lorsque l'identité québécoise s'exprime, elle se heurte au cadre canadien. Ils voient bien que si le modèle québécois est en bonne santé, il illustre les limites et les défauts du modèle canadien. Voilà pourquoi ils l'ont choisi pour cible. Nous, nous savons qu'il existe un moyen d'arrimer le modèle québécois au modèle canadien : c'est de faire en sorte que ces deux modèles deviennent indépendants l'un de l'autre, et partenaires dans un partenariat économique mutuellement bénéfique et respectueux des différences. Voilà la solution. J'avais donné, au début de la campagne de l'an dernier, ma définition du modèle québécois. Je persiste et signe. Je pense qu'il s'articule autour de quatre réalités.

Premièrement, chez nous, la solidarité est une valeur centrale de notre vie collective, et elle doit le rester. Deuxièmement, la concertation est devenue notre marque de commerce pour fixer et atteindre de grands objectifs sociaux, et elle doit l'être de plus en plus. Troisièmement, les Québécoises et les Québécois tiennent à un État qui s'implique, activement, dans la promotion économique, et notre économie fait – comme nulle part ailleurs sur le continent – une large place au mouvement coopératif, à l'économie sociale et à l'investissement syndical, comme le Fonds de solidarité et Fondation.

Finalement, nous sommes le seul État francophone d'Amérique – et cela change tout. Dans un monde où il y a une prime à l'originalité, le modèle québécois est une force, un muscle qu'il faut développer. Et pour lui donner toutes les conditions de son succès, il lui faut un État, un véritable État, un État souverain. C'est le combat que nous sommes conviés à livrer ensemble, mes amis.

Merci.